

DOCUMENTS WIKILEAKS SUR LE SAHARA OCCIDENTAL

Le lobbying pro-marocain de la France

L'ambassade des Etats-Unis à Paris a passé au scanner les relations entre la France et les pays du Maghreb. Un câble diplomatique mis en ligne par le site WikiLeaks fait état, entre autres, d'interventions de la France dans le dossier du Sahara occidental pour préserver son allié marocain.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «Excellentes» avec le Maroc, «tendues» avec l'Algérie, «en voie d'amélioration» avec la Tunisie et «décevantes» avec la Libye. Voici, en bref, l'état des relations entre la France et chacun des pays du Maghreb au début de l'année 2010. C'est ce que révèle un câble diplomatique classé confidentiel rédigé par Charles Rivkin, l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris suite à une rencontre entre Kathleen H. Algrone, ministre-conseillère pour les Affaires économiques à l'ambassade, et deux hauts responsables du ministère français des Affaires étrangères, Cyrille Rogeau et Marie Buscail.

Dans ce câble, mis en ligne ces derniers jours par le site WikiLeaks, les diplomates français évoquent ouvertement les manœuvres pour soutenir leur allié marocain. «Marie Buscail (chargée du Maroc au ministère) a déclaré que la France est maintenant bien placée pour aider le roi Mohammed VI du Maroc à atteindre son objectif visant à déléguer un certain pouvoir et l'autorité du gouvernement central aux provinces. La France aura un rôle à jouer car la régionalisation sera un processus lent et difficile pour le Maroc. Buscail a clairement reconnu l'objectif de

ce plan : la concrétisation du plan d'autonomie marocain comme solution au conflit du Sahara occidental», écrit l'ambassadeur Rivkin.

Selon les deux diplomates, la France a proposé de participer à l'élaboration des textes nécessaires à la mise en œuvre du plan de régionalisation et à former les responsables marocains. Cependant, Marie Buscail avouera que le processus de régionalisation n'est toujours pas mis au point et qu'il est loin de faire consensus au sein même du Makhzen.

«Buscail a reconnu qu'à Rabat, on reste incertain quant à la façon dont va se dérouler la régionalisation. Il est trop tôt pour le dire. A titre d'exemple, nul ne sait quel rôle auront les partis politiques dans le nouveau système (...) Elle a également noté qu'il existe une tension interne qui oppose les élus locaux aux gouverneurs qui, eux, sont nommés.» Mais Paris ne se contente pas de participer à la cuisine interne du Maroc. La diplomatie française va au-delà en intervenant dans le dossier du Sahara occidental. C'est ce qui se produira notamment lorsque, en avril 2010, la France pèsera de tout son poids pour empêcher que le Conseil de sécurité de l'ONU n'élargisse le mandat de la



Photo : DR

Minurso (Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental) à la protection des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés par le Maroc.

«Cyrille Rogeau (sous-directeur d'Afrique du Nord au ministère français des Affaires étrangères) a dit que les responsables français ont expliqué à

leurs homologues marocains l'importance d'entreprendre des réformes internes afin d'habiller la France et d'autres amis du Maroc à s'opposer à toute extension du mandat de la Minurso (...). Les Français ont aussi l'intention de demander au Royaume-Uni de clarifier sa position. Ils nous demandent d'encourager les Britanniques à ne pas proposer de

changements de dernière minute, comme ils auraient fait l'an dernier», explique l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris.

Lors de cette réunion, les deux parties ont évoqué la position du Royaume-Uni qui, en avril 2009, s'était déclaré favorable à la prise en charge de la question des droits de l'homme par la Minurso. Un retournement

qualifié de «surprise». Les deux diplomates français ne manquent pas de dénoncer le refus de l'Algérie de s'impliquer dans le dossier sahraoui. Rivki reprend les propos de Marie Buscail : «Il est maintenant temps pour nous d'essayer de convaincre l'Algérie de s'engager véritablement dans le processus.»

T. H.

MOUVEMENT EL-ISLAH :

«Pour un projet national de développement de l'économie»

Le secrétaire général du mouvement El-Islah a plaidé pour la mise en place d'un projet national pour le développement de l'économie du pays.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Hier à Alger, Djamel Benabdeslam, secrétaire général du mouvement El-Islah, a appelé l'Etat à mettre fin à la «dégradation» de l'économie du pays et à éradiquer «tout ce qui bloque son évolution».

Evoquant la situation de l'économie en Algérie, il a sévèrement critiqué les différentes mesures financières et économiques décidées par les pouvoirs publics, tels que l'assainissement financier, la privatisation et les crédits à la consommation. Pour lui, «malgré l'aisance financière actuelle, notre économie reste vulnérable, car elle ne dispose pas des critères de la continuité».

Le conférencier a, également, déploré que l'économie nationale soit «basée uniquement sur les hydrocarbures» et



Djamel Benabdeslam, secrétaire général du mouvement El-Islah.

que le système bancaire fonctionne d'une manière «primitive et ne correspond pas au système mondial». «Notre économie s'est transformée en un marché de consommation de produits et services provenant de l'importation», a-t-il dit.

S'agissant des investissements étrangers en Algérie, il a estimé que la quote-part sur les investissements revenant au partenaire étranger fixée

à 49% était «très élevée», notamment dans le secteur des hydrocarbures.

Il a, en outre, évoqué les contrats «imaginaires» conclus entre des sociétés algériennes et étrangères citant, ainsi, le projet de l'autoroute Est-Ouest qui «a atteint 17 milliards de dollars, alors qu'initialement il ne devait pas dépasser les 5 milliards de dollars».

Aussi, l'orateur n'a pas manqué de souligner l'importance d'une bonne gestion des ressources et des délais de réalisation des projets ainsi que la nécessité d'une lutte implacable contre la corruption et la dilapidation des biens de l'Etat. Enfin, il a appelé à aller vers l'exportation de la production nationale, notamment vers les pays africains voisins.

R. N.

BATAILLE RANGÉE
POUR LE CONTRÔLE
DE LA MOUHAFADHALe FLN au bord de
l'implosion à Béjaïa

Programmée initialement pour la journée d'hier, l'assemblée électorale du premier responsable de la Mouhafadha a été reportée sine die pour cause d'ambiance délétère. La réunion en question a vite tourné au vinaigre entre les deux ailes du parti qui se disputaient depuis longtemps le contrôle de la mouhafadha. Les deux émissaires de Belkhadem, en l'occurrence Mustapha Mazouzi et Bradai, dépêchés pour superviser le déroulement des élections du nouveau mouhafadh ont été vivement contestés par l'une des parties en conflit constituée essentiellement de jeunes militants. Ces derniers soupçonnent les émissaires de Belkhadem de connivence avec l'actuelle direction de la mouhafadha.

Selon des indiscretions, l'actuel mouhafadh serait favorable au maintien du statu quo, alors que l'autre aile revendique le rajeunissement de l'instance dirigeante. Cette profonde crise qui secoue l'ex-parti unique risque de s'élargir dans les prochains jours.

A. K.